

Donc, monsieur le président, sans abuser davantage du temps du comité, puis-je dire que j'espère que le ministre profitera de l'occasion pour éclaircir les contradictions et mettre fin à la schizophrénie qui a causé des dommages inestimables à l'économie du Canada qui est pris dans l'engrenage du chômage chronique, ou du sous-emploi, si vous voulez, parce que nous avons un potentiel de ressources qui pourrait être magnifiquement utilisé pour l'expansion économique si le gouvernement avait la sagesse et le courage de coordonner ses politiques à cet égard. Une réorganisation du genre de celle que propose la Partie II du bill C-207 n'est qu'un simple rapetassage à moins d'être appuyée par de solides déclarations de politique coordonnatrice de la part du gouvernement. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, voudra bien, du moins je l'espère, utiliser l'énergie dont il dispose, pour consigner au compte rendu cet après-midi, une déclaration définitive concernant la politique et les projets du gouvernement à cet égard. Nous approchons de la fin de la semaine et une déclaration de ce genre recevrait beaucoup de publicité dans les journaux. Cela dissiperait, j'en suis sûr, l'anxiété qui étreint des gens de toutes les couches de la société, à partir des banquiers et des gros financiers jusqu'aux centaines de milliers de chômeurs canadiens qui attendent impatiemment une direction de la part du gouvernement pour la solution de leurs problèmes économiques.

M. Thomson: Monsieur le président, j'aimerais faire certaines remarques du genre de celles que nous avons entendues aujourd'hui au sujet des problèmes concernant l'énergie au Canada et, plus particulièrement, certaines de nos ressources. Lorsque je vois les réponses que le gouvernement a données aux questions relatives au pétrole ou à l'énergie atomique au cours des derniers mois, ceci me fait penser à une histoire de la guerre des Boers, lorsque les choses n'allaient pas trop bien pour les Anglais. Un membre du gouvernement aurait dit: «Je suppose que nous finirons par nous en tirer tant bien que mal». Il semble que ce soit ainsi que le gouvernement actuel espère résoudre la crise de l'énergie, à moins qu'il n'adopte une meilleure attitude que celle des derniers mois. Je prétends qu'il n'est pas digne du ministre ou du gouvernement de prendre une pareille attitude. Ils peuvent sûrement prendre des décisions et faire des recommandations dans ce domaine et nous fournir des sujets de discussion.

A mon avis, un des attributs d'un bon gouvernement réside dans son aptitude à prévoir les problèmes et les besoins, qu'il s'agisse d'énergie ou d'autre chose, et à formuler des recommandations précises sur les mesures à prendre à leur égard. J'estime que, de ce point de vue, le gouvernement actuel laisse beaucoup à désirer. Il est passablement évident, je pense, que les États-Unis ont du pétrole en Alaska et réussiront à le transporter au marché, et que nous avons du pétrole dans notre région arctique que, d'une manière ou d'une autre, nous ferons parvenir au marché. Au cours de ses entretiens avec les directeurs des compagnies pétrolières cette semaine, le ministre a-t-il pu leur présenter une proposition pratique? Par exemple, a-t-il été en mesure de leur dire, au nom du gouvernement, que les recherches relatives à la préservation de l'équilibre écologique avaient été faites? A-t-il pu leur dire que nous avons effectué certaines recherches sur les aspects pratiques de l'aménagement et

de l'exploitation d'un gazoduc ou d'un oléoduc sur le pergélisol? Je me demande s'il a pu le leur dire.

J'aimerais aussi savoir si le ministre a pu dire qu'on avait fait une étude approfondie d'un trajet canadien à l'égard d'un ou de plusieurs oléoducs canadiens dans la vallée du Mackenzie ou ailleurs. J'aimerais savoir s'il a pu discuter intelligemment de la question avec ces gens. A-t-il pu suggérer le genre d'organisation commerciale qui devrait exploiter cet oléoduc au Canada? Avait-il des idées à leur soumettre ou bien a-t-il agi à l'aveuglette? Il aurait sans doute pu le faire car il y a déjà un certain temps qu'on a découvert le pétrole et il devait donc savoir qu'il faudrait agir. S'il n'y pensait pas, ses fonctionnaires auraient dû y songer.

On nous a dit que c'était bien beau de critiquer mais qu'il fallait alors présenter des propositions pratiques. J'aimerais faire des propositions constructives au ministre. Il est évident, à mon avis, qu'en construisant un pipe-line, le pétrole acheminé par ce moyen dans l'immédiat serait essentiellement du pétrole américain. Il est à espérer qu'il y aurait aussi un peu de pétrole canadien. Il est évident encore que des capitaux américains devraient servir en partie à la construction de ce pipe-line. En tant que Canadiens, nous devons nous y intéresser ainsi qu'au genre d'organisation qui présiderait à son installation et à son exploitation. La forme la plus logique, je crois, serait une organisation du type de la Panarctic qui permettrait d'utiliser tant des fonds, des experts et une direction fournis par le Canada que des fonds américains. Sans entrer dans trop de détails, il serait logique, me semble-t-il, qu'on adopte un point de vue réaliste pour aborder le problème en faisant appel aux ressources des deux pays. Je trouve que c'est une suggestion pratique.

Je voudrais passer pendant un instant à l'énergie atomique, car selon moi, nous sommes aux prises, là aussi, avec un problème assez semblable à celui du pétrole. Encore une fois, le ministre semble avoir trébuché sur un atome après l'autre, ou de molécule en molécule. Il semble incapable de prendre une décision et de se préoccuper surtout de savoir si nous pouvons vendre à l'étranger une centrale atomique et ce qu'il nous faut construire au Canada. Ses fonctionnaires devraient certes être en mesure de le conseiller un peu mieux. J'espère que des recommandations fermes seront présentées dans ce sens. Je comprends que nous n'ayons pas réponse à tout dans le domaine de l'énergie atomique et que la technologie nécessaire dans ce secteur soit assez coûteuse et que tous les pays ne l'aient pas mise au point. En réponse à une question que je lui posais ce matin, le ministre a laissé entendre que nous ne possédions pas toute la technologie nécessaire pour construire une usine d'enrichissement d'uranium au Canada.

● (2.40 p.m.)

Me dirait-il s'il a demandé au gouvernement américain s'il serait disposé à nous communiquer ses connaissances technologiques, au cas où nous voudrions construire une usine d'enrichissement au Canada? A-t-il offert des capitaux pour permettre au Japon de tenter une expérience ou a-t-il conclu un marché avec l'Allemagne ou la Grande-Bretagne concernant la nouvelle méthode qu'utilisent ces pays pour la production d'uranium enrichi? Je me demande si le gouvernement a envisagé d'autres solutions de ce genre. Je me rends compte que de nombreux problèmes se posent dans le domaine énergétique, mais